

CHRONOLOGIE-CHYPRE

Période du 1er mars au 30 septembre 1997

24-25 mars : Le Conseil du parti populaire européen (PPE) réuni à Porto condamne "toute pression extérieure visant à empêcher que Chypre devienne membre de l'UE".

27 mars : La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé un prêt global de 25 millions d'Écus à la Cyprus Development Bank (CDB) pour le financement de projets menés par des PME de l'île.

10 avril : Résolution du Parlement européen sur les violations des droits de l'homme des enclavés chypriotes grecs et maronites vivant en zone occupée.

17-19 avril : une cinquantaine de femmes chypriotes grecques et turques ont dialogué à Bruxelles dans le cadre d'une rencontre "Give peace a chance" soutenue par la Commission de l'UE.

28 avril : Diego Cordobez ancien ministre des affaires étrangères de l'Équateur est nommé Conseiller spécial pour Chypre du Secrétaire général de l'ONU en remplacement de Hang Sung Joo.

- Quarante personnes sont blessées à Nicosie en marge d'un "concert pour la paix" organisé sur la ligne de démarcation.

4 juin : Richard Holbrooke est nommé par le président Clinton émissaire présidentiel pour le problème de Chypre.

9-13 juillet : Négociations à Troutbeck, dans la région de New York, entre le Président Clérides et Rauf Denktaş.

16 juillet : La Commission européenne décide que Chypre fera partie du premier groupe de six pays avec lesquels l'UE ouvrira des négociations d'adhésion à partir de janvier 1998.

6 août : la Turquie et la "République turque de Chypre nord" signent un accord d'association prévoyant un processus d'intégration partielle.

11-15 août : Négociations Clérides-Denktaş à Glion près de Montreux qui se terminent sur un échec.

15 septembre : De passage à Chypre, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright annonce une prochaine reprise de discussions interchypriotes.

19 septembre : le Premier ministre turc Mesut Yılmaz déclare que son gouvernement a chargé l'armée de "prendre des mesures militaires supplémentaires" pour faire face au déploiement de missiles S-300 achetés en janvier à la Russie par le gouvernement chypriote.